



## Assemblée générale

Distr.: Limitée  
3 octobre 2006

Français  
Original: Anglais

---

**Commission des Nations Unies  
pour le droit commercial international**  
Groupe de travail III (Droits des transports)  
Dix-huitième session  
Vienne, 6-17 novembre 2006

### **Droit des transports: Élaboration d'un projet de convention sur le transport de marchandises [effectué entièrement ou partiellement] [par mer]**

#### **Procédure de modification des limites – Proposition de texte du Gouvernement des États-Unis d'Amérique**

##### **Note du secrétariat\***

En vue de la dix-huitième session du Groupe de travail III (Droit des transports), le Gouvernement des États-Unis d'Amérique a soumis au secrétariat la proposition jointe en annexe, relative à la procédure de modification des limites du projet de convention sur le transport de marchandises [effectué entièrement ou partiellement] [par mer]. Le Gouvernement des États-Unis d'Amérique a indiqué que ce document avait pour but de faciliter l'examen de ce sujet au sein du Groupe de travail, en proposant une version révisée du texte de l'article 104 du projet de convention.

Le document joint en annexe est la traduction d'un document reproduit tel qu'il a été reçu par le secrétariat.

---

\* Le présent document est soumis tardivement en raison de la date à laquelle les propositions ont été communiquées au secrétariat.



## Annexe

### Procédure de modification des limites

#### Observation d'ordre général

1. Comme il est indiqué dans le document A/CN.9/WG.III/WP.34, les États-Unis sont favorables à une procédure accélérée de modification des limites, qui éviterait de passer par l'arsenal des formalités normalement nécessaires pour modifier la Convention. En même temps, ils estiment qu'il est important de veiller à ce qu'il y ait un large consensus sur la nécessité d'une telle modification et à ce que la procédure garantisse la stabilité et la prévisibilité de l'environnement commercial en ce qui concerne les dispositions en matière de gestion des risques. Sauf indication contraire, les observations ci-après portent sur le projet d'article 104 du document A/CN.9/WG.III/WP.56.

#### Projet de paragraphe 2

2. Pour procéder à la modification des limites de responsabilité, il faudrait l'appui d'au moins la moitié des parties à la Convention. Il n'y a pas nécessairement de corrélation entre le nombre de parties et le pourcentage du volume ou de la valeur des marchandises visé par la Convention, ni entre le nombre de parties et le nombre de transporteurs d'un pays. En fixant le seuil à un quart seulement des parties, on permettrait que soit enclenché le processus de modification d'une clause substantielle d'un traité formel sans garantir qu'il y a un consensus sur la nécessité d'une telle modification, notamment parmi ceux qui seraient les plus touchés. Exiger l'appui de la moitié des parties ne subordonne pas la modification à une condition de volume ou de valeur des marchandises, mais garantit en tout cas que la nécessité des modifications est un avis largement partagé. Nous sommes convaincus que les limites convenues dans un traité formel ne devraient pas être réexaminées en l'absence d'un tel consensus. Plusieurs traités comparables exigent l'appui d'au moins la moitié des parties pour procéder à une modification. Outre les Protocoles de 1990 et de 2002 à la Convention d'Athènes, la Convention internationale de 1996 sur la responsabilité et l'indemnisation pour les dommages liés au transport par mer de substances nocives et potentiellement dangereuses et le Protocole de 1996 modifiant la Convention sur la limitation de la responsabilité en matière de créances maritimes de 1976 suivent cette procédure.

3. Dans la pratique du droit international privé, les modifications importantes à apporter à des textes ayant fait l'objet d'un accord émanent généralement des organes multilatéraux qui ont élaboré le texte d'origine, agissant par l'intermédiaire de l'ensemble de leurs membres (et, dans le cas de la CNUDCI, des États observateurs), et non seulement des États contractants d'un traité particulier (bien que les États parties puissent aussi toujours convenir de modifications applicables entre elles). La CNUDCI, par exemple, a modifié sa première convention (la Convention de 1974 sur la prescription en matière de vente internationale de marchandises) non par l'action des États contractants, mais par l'intermédiaire de la Commission, qui a élaboré le Protocole de 1980 modifiant la Convention.

**Projet de paragraphe 4**

4. De même, des procédures de vote strictes tendent à politiser les questions examinées, et ne correspondent pas à la pratique constante de la Commission, qui consiste à prendre des décisions par consensus, ce qui constitue une méthode plus appropriée pour la formulation de règles uniformes sur des questions de droit privé. Étant donné que la limite initiale adoptée dans le projet d'article 64 l'aura été par consensus, toute modification devrait être adoptée de la même manière. Toute modification adoptée par la Commission devrait, selon la pratique normale, être renvoyée à l'Assemblée générale pour approbation sur recommandation de la Commission.

**Projet de paragraphe 5**

5. Il faut débattre plus avant de la nécessité et de l'utilité de cette disposition. Nous estimons pour l'instant qu'elle n'est pas nécessaire.

**Projet de paragraphe 6**

6. Le délai à respecter avant de recourir à la procédure de modification devrait être de sept ans à compter de la date d'entrée en vigueur du projet de Convention et de sept ans à compter de la date d'entrée en vigueur d'un amendement antérieur en vertu de cette procédure. Étant donné la nature informelle de cette dernière, il faudrait limiter le niveau des relèvements pouvant être approuvés. Nous proposons 21 % par ajustement, avec un maximum cumulé de 100 %.

**Projets de paragraphes 7 et 8**

7. Si l'amendement a été adopté par consensus lors d'une séance ouverte aux États contractants, aux membres de la CNUDCI et aux États observateurs, puis approuvé par l'Assemblée générale, il n'est pas nécessaire d'introduire de procédure d'approbation supplémentaire avant son entrée en vigueur. D'autre part, un délai de 18 mois entre l'approbation de l'Assemblée générale et l'entrée en vigueur est inutilement long. La présente procédure de modification ne concerne que la modification du montant de la responsabilité. Les États contractants ne devraient pas avoir besoin d'un délai aussi long pour étudier ce seul chiffre et décider s'ils l'approuvent. Douze mois devraient suffire, à condition qu'au moins un certain nombre d'États contractants aient ratifié, accepté ou approuvé l'amendement dans ce délai. (Le nombre exact devrait probablement être le même que celui auquel est subordonnée l'entrée en vigueur du projet de convention aux termes du projet d'article 101.)

**Projet de paragraphe 9**

8. Les États-Unis ne sauraient accepter une disposition selon laquelle tous les États contractants seraient liés par une modification des limites à moins qu'ils ne dénoncent la totalité du projet de convention. Un État contractant devrait avoir la possibilité de dénoncer un amendement particulier, et non la totalité de la convention. Étant donné que c'est d'une procédure de modification accélérée qu'il s'agit ici, le délai à l'issue duquel un amendement entrera en vigueur à l'égard d'un État contractant qui ne le dénonce pas peut être relativement court et ne pas suffire à certains États pour se conformer aux procédures de leur droit interne. Il se peut

qu'un État doive dénoncer l'amendement simplement parce qu'il n'est pas parvenu au terme de son processus interne d'approbation. La procédure devrait donc permettre à un État de retirer sa dénonciation à tout moment.

9. On trouvera ci-après le texte que nous proposons pour le projet d'article 104. Nous nous félicitons d'avoir eu la possibilité de formuler nos observations sur ce sujet important.

#### Proposition des États-Unis pour l'article 104

##### Article 104. Modification des limites

1. Sans préjudice des dispositions de l'article 103, la procédure spéciale définie dans le présent article s'applique uniquement aux fins de modifier les limites fixées à l'article 64-1 de la présente Convention.

2. À la demande d'au moins la moitié des États contractants à la présente Convention de modifier les limites prévues à l'article 64-1 de la présente Convention, et sous réserve du paragraphe 5 a) du présent article, le dépositaire réunit tous les États contractants et tous les Membres de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international afin d'examiner l'opportunité de modifier les limites.

3. La réunion se tient en même temps et au même endroit que la session suivante de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international.

4. Sous réserve des dispositions du paragraphe 5 du présent article, les procédures normales de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international et de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies s'appliquent à cette réunion et à toutes les recommandations qui en sont issues.

5. a) Aucun amendement visant à modifier les limites en vertu du présent article ne peut être examiné avant l'expiration d'un délai de sept ans à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente Convention ou d'un délai de sept ans à compter de la date d'entrée en vigueur d'un amendement antérieur adopté en vertu du présent article;

b) Aucune limite ne peut être relevée ou abaissée de plus de 21 % en une seule fois;

c) Aucune limite ne peut être relevée ou abaissée de plus du double du montant initial cumulativement.

6. Tout amendement adopté conformément aux paragraphes 2 à 5 du présent article entre en vigueur 12 mois après son adoption ou sa ratification, son acceptation ou son approbation par [x] États contractants, selon celui de ces événements qui intervient en dernier.

7. Tous les États contractants sont liés par l'amendement, à moins qu'ils ne le dénoncent conformément à l'article 105 avant son entrée en vigueur. Cette dénonciation prend effet lorsque l'amendement entre en vigueur, et peut être retirée à tout moment.

8. Lorsqu'un amendement a été adopté mais n'est pas encore entré en vigueur, parce que le délai d'acceptation de 12 mois n'a pas encore expiré, tout État devenant État partie au cours de ce délai de 12 mois est lié par l'amendement à

compter de la date d'entrée en vigueur de l'amendement ou de la date d'entrée en vigueur de la présente Convention à l'égard dudit État, si cette dernière date est postérieure.

---